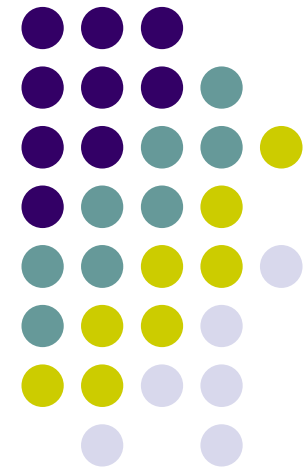


Réformes du secteur financier et perspectives d'intégration financière dans les pays du Maghreb

Remarques de M. Amor Tahari
Directeur Adjoint
Département de Moyen-Orient et Asie Centrale
Fonds Monétaire International

Février 2007



Introduction

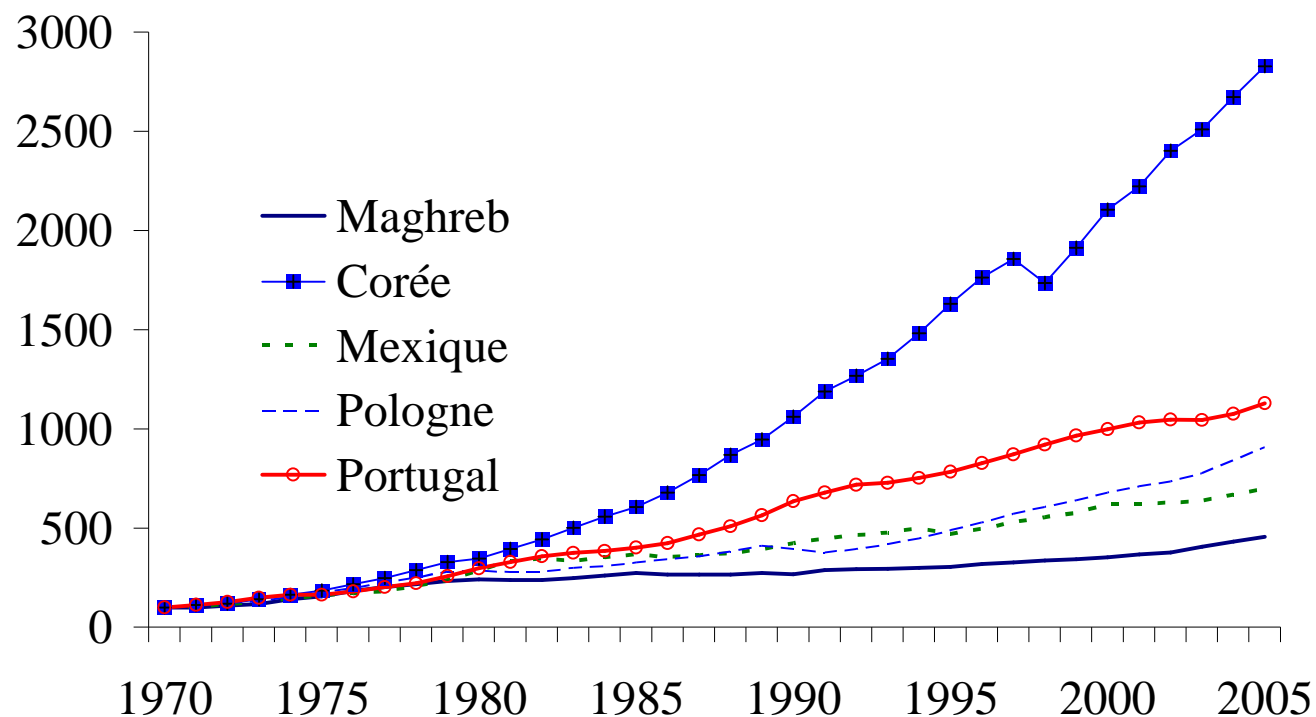


- Comptant plus de 81 millions d'habitants et affichant un revenu moyen par habitant de moins de 3000 \$EU en 2005, la région du Maghreb (Algérie, Libye, Mauritanie, Maroc et Tunisie) a un énorme potentiel, mais est confrontée à des défis majeurs.
- Les réformes économiques entreprises par les cinq pays ces dernières années, à un rythme et avec une vigueur variables, ont en général contribué à assurer la stabilité macroéconomique et à rehausser la croissance dans la plupart des pays.

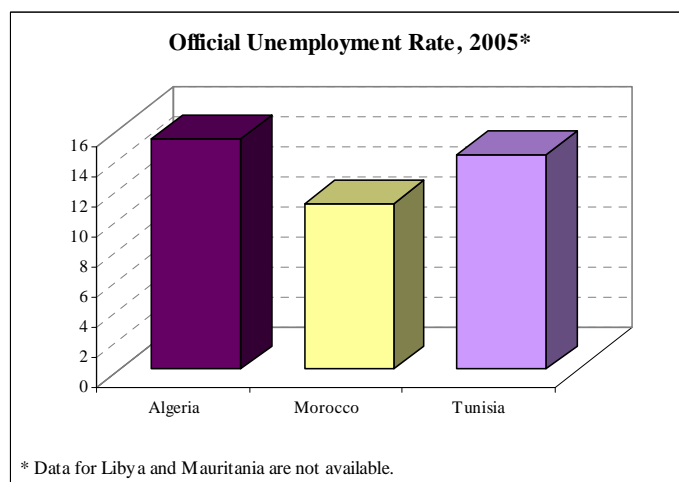
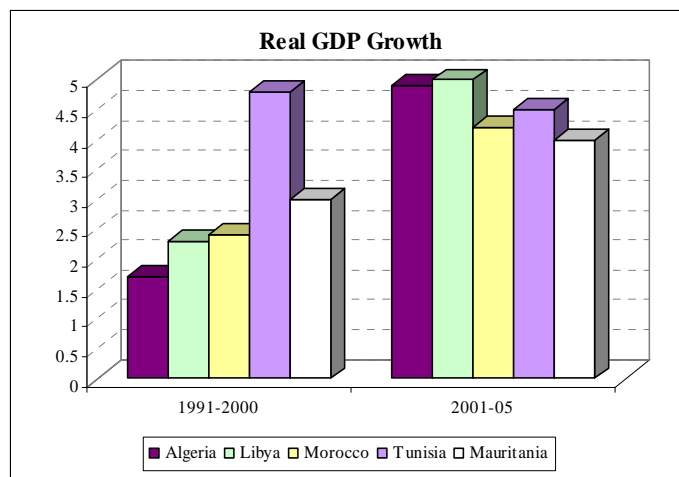
Cependant, le dividende de croissance a été modeste en comparaison d'autres pays émergents



Graphique 1. PIB par habitant en PPA (1970=100)
Comparaison internationale



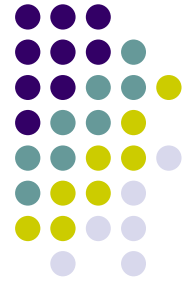
Le rythme de la croissance s'accélère dans la plupart des pays du Maghreb



- Mais elle doit se renforcer davantage encore pour faire baisser le chômage et reculer la pauvreté, qui restent élevés
- **Pour les producteurs de pétrole**, le principal défi est de mettre à profit les recettes pétrolières pour promouvoir une croissance largement partagée sans nuire à la stabilité macroéconomique
- **Pour les économies émergentes**, le défi majeur est de conserver la récente impulsion donnée à la croissance pour rattraper les pays de la tranche inférieure de l'OCDE

Rôle du Secteur Financier

- Un système financier sain et dynamique est indispensable pour atteindre une croissance économique forte et durable.
- Les intermédiaires financiers promeuvent l'investissement et la croissance en répartissant efficacement les ressources dans l'espace et le temps :
 - en facilitant les échanges de biens et de services;
 - en mobilisant l'épargne;
 - en abaissant les coûts de financement; et
 - en facilitant la gestion des risques.
- L'intégration régionale favorisera aussi l'approfondissement des marchés financiers. Elle peut aussi conduire à leur intégration financière à l'échelle mondiale.



Réformes du secteur financier et perspectives d'intégration financière dans les pays du Maghreb



Les réformes du secteur financier, pourquoi ?

- Comparaisons transversales des pays pour évaluer leurs résultats relatifs, identifier les faiblesses et partager les meilleures pratiques
- Les réformes du secteur financier constituent la pierre angulaire de l'intégration financière

En quoi l'intégration financière régionale est-elle importante?

- Elle permet d'approfondir les marchés financiers
- Elle accroît l'efficacité de ces marchés
- Elle favorise l'intégration de la région dans le système financier mondial

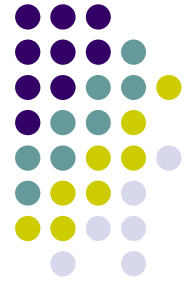
Les système financiers du Maghreb : un bilan



Des progrès certes, mais il reste des points faibles :

- Domination du secteur bancaire et prépondérance du secteur public dans la plupart des pays
- Système financier non bancaire sous-développé
- Banques publiques accablées par les prêts improductifs
- Faible ouverture du secteur financier dans quelques pays
- Cadres légaux, réglementaires et de contrôle encore assez peu développés
- Systèmes de paiements à moderniser davantage

Les systèmes financiers du Maghreb : défis à relever



- Renforcer la solidité des systèmes bancaires
- Accroître la concurrence
- Approfondir les marchés financiers
- Renforcer la supervision du secteur financier
- Mettre à niveau l'infrastructure du secteur financier

Vers l'intégration financière régionale



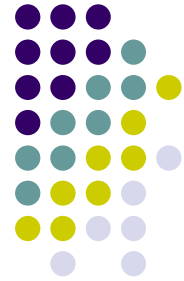
Peu de progrès vers l'intégration financière régionale jusqu'à présent

- Conclusion de l'Accord portant création de la Banque du Maghreb pour l'investissement et le commerce extérieur d'ici mars 2007
- Quelques accords bilatéraux entre banques centrales

Quelles leçons tirer d'autres expériences d'intégration (UE)?

- Approche par étapes
- Une intégration financière réussie exige de remédier aux faiblesses des systèmes financiers

Vers l'intégration financière régionale : mesures clés à court terme



- Mettre en place la Banque du Maghreb pour l'investissement et le commerce extérieur au début 2007
- Éliminer les barrières financières au commerce intra-maghrébin
- Veiller à une étroite coordination entre les banques centrales
- Poursuivre la mise à niveau des systèmes de paiement dans l'optique de leur harmonisation

Vers l'intégration financière régionale : mesures à prendre à moyen terme



- Affermir la stabilité macroéconomique et l'adaptation des cadres macroéconomiques
- Atténuer les risques qui pèsent sur la stabilité financière, en renforçant notamment les bilans des banques
- Harmoniser l'infrastructure du marché
- Stimuler l'intégration régionale des marchés boursiers nationaux
- Libéraliser progressivement les comptes de capitaux

Conférence de Rabat (Maroc) 20-21 décembre 2006



- Une conférence sur les réformes du secteur financier et l'intégration financière dans le Maghreb s'est tenue à Rabat en décembre 2006. Elle a réuni les Ministres des Finances et les Gouverneurs des Banques Centrales, ou leurs représentants, ainsi que le Directeur Général du FMI.



- Les participants se sont entendus sur le programme de travail suivant:
 - Poursuivre dans chaque pays les réformes nécessaires pour moderniser les secteurs financiers nationaux.
 - Renforcer la concertation entre les banques centrales et les autorités monétaires et financières du Maghreb, et appuyer les processus d'harmonisation des infrastructures des marchés financiers nationaux.
 - Créer un comité d'experts chargés de proposer des mesures concrètes à adopter par les Ministres et Gouverneurs sur les questions suivantes:



1. Facilitation du financement du commerce extérieur et des investissements Maghrébins.
2. Harmonisation des systèmes de paiement et des plateformes techniques.
3. Harmonisation des réglementations bancaires et financières et des cadres d'exercice de la supervision.
4. Renforcement de la coopération et de la concertation entre les institutions et entre les opérateurs du secteur financier.
5. Etablissement d'un portail sur la réglementation et l'information financière.